

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université de Garoua



BP: 346 Garoua
Tel/Fax: +(237)
222271938/222271940
<http://www.univ-garoua.cm>
email: rectorat@univ-garoua.cm

Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Ministry of Higher Education

The University of Garoua

Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

Département de Philosophie et de Psychologie



Faculty of Arts, Letters and Social Sciences

Department of Philosophy and Psychology

APPEL A CONTRIBUTION POUR OUVRAGE COLLECTIF

Thème : « Les Humanités et le Développement local à l'ère de la décentralisation »

ARGUMENTAIRE

Depuis l'apparition du Code général¹ des collectivités territoriales décentralisées dans la plupart des Etats africains, les stratégies de développement pensées et conçues manifestent leurs limites avec notamment des administrations centrales souvent incapables d'améliorer les conditions de vie des populations, de gérer de manière équitable et durable les ressources naturelles et de lutter contre la pauvreté. On observe aussi une lenteur dans la mise en œuvre effective de la décentralisation. Kamga Nzeye (2023). Cette incapacité de l'administration centrale a amené l'Etat central à se dessaisir d'une partie de son pouvoir en procédant au transfert de compétences vers les collectivités locales, autonomes, censées être plus à même de connaître les besoins des populations et de les satisfaire. Dans cette perspective, il s'agit de l'instauration d'un système de gouvernance proche du citoyen.

À l'ère de la décentralisation, les humanités semblent avoir une portion congrue dans le faisceau de disciplines jugées aptes à porter à l'effectivité le projet de développement local. Dans l'imaginaire des élus locaux, les communes ont plus besoin de l'expertise et de la compétence dans les domaines variés à l'instar des sciences humaines, de l'ingénierie, du génie civil, des architectes de haut niveau, des médecins, etc. Il ne se passe à l'esprit des développeurs locaux et des principaux bénéficiaires d'accorder la moindre attention aux humanités dont l'apport est pourtant non négligeable dans les projets et les initiatives du développement local. Ainsi, les autorités locales sont soumises à l'impératif de productivité, de rendements efficaces et de résultats immédiats pour être crédibles. Les projets de développement sont ficelés sous la base des résultats rapides et de l'efficacité escomptée.

Au Cameroun par exemple, la décentralisation implique un partage du pouvoir, des ressources et des responsabilités et doit permettre de rapprocher géographiquement les

¹ Il s'agit du Code général des collectivités territoriales décentralisées du 24 décembre 2019 qui précise que « la décentralisation constitue l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local »

prises de décision des populations (Owona, 2011 ; Nga, 2022). Il s'agit de redonner aux citoyens la maîtrise de leur développement. Cette situation peu reluisante se dresse en marge des principes humanistes du développement durable débouchant ainsi sur des crises écologiques ou environnementales au niveau local.

Les sciences humaines, sociales et plus encore la philosophie sont donc reléguées au second plan et parfois sommées de disparaître face à des nouvelles offres plus attrayantes, plus efficaces et plus probantes en termes de résultats. Formant l'ensemble de ce qu'on peut appeler les *Humanités*, ces sciences sont interpellées à justifier leur présence aussi bien dans les Universités et les Ecoles qu'auprès des populations pour lesquelles elles sont censées apporter des solutions que ne peuvent les sciences dures et exactes. Ainsi, on se pose la question de savoir : le développement local peut-il être accompli sans l'apport des Humanités ? Quel est le service spécifique que les Humanités peuvent apporter aux collectivités territoriales décentralisées dans leurs initiatives de développement ? Centrée uniquement sur les critères d'efficacité, de productivité, de compétence et d'expertise, la gouvernance locale n'est-elle pas vouée à l'échec ?

Cet appel à contribution se veut un moment de réflexion pluridisciplinaire sur la place qu'occupent les Humanités dans le cadre du développement local. L'exploration de ce thème offrira aux contributeurs l'occasion de questionner la pertinence et les risques qui découleraient des initiatives locales justifiées par les seuls critères chiffrés de performance, de rentabilité, d'utilité et de productivité en marge des Humanités.

Les différentes contributions pourraient intégrer, de manière non exhaustive, les axes de réflexion ci-après :

1. Gouvernance locale : Topiques, trajectoires et finalités

Cette piste de réflexion propose une analyse multidimensionnelle de la gouvernance locale en l'envisageant à travers : le prisme de ses topiques comme les sujets récurrents et conflictuels qui structurent le débat public ; de ses trajectoires comme les processus historiques, les choix stratégiques et les dynamiques de pouvoir qui façonnent l'évolution d'un territoire dans le temps ; de ses finalités interrogeant ainsi la notion de bien commun, de justice spatiale et de projet de société désirable.

2. Education : entre savoirs théoriques, traditions et compétences

Cet axe de réflexion interroge la mission de l'éducation dans les territoires décentralisés, tiraillée entre la transmission de savoirs théoriques universels, la préservation de traditions et de savoir-faire locaux, et l'impératif de développer des compétences pratiques pour l'insertion socioéconomique. Le défi est de dépasser cette apparente opposition pour construire une pédagogie intégratrice qui donne un sens aux apprentissages.

3. Innovations technico-artistiques et Humanités numériques au service du développement local

L'innovation technico-artistique conjuguée aux humanités numériques constitue un levier puissant et contemporain pour le développement local des territoires décentralisés. En créant des expériences immersives ou en numérisant et en valorisant le patrimoine, ces approches hybrides transforment radicalement le rapport des citoyens à leur histoire et à leur environnement, faisant immerger une nouvelle culture collective et fierté locale.

4. Profils psychologiques des acteurs de la gouvernance locale et gestion des conflits.

La psychologie permet d'analyser comment des traits tels que la rigidité cognitive, le degré d'ouverture à l'expérience, l'intelligence émotionnelle ou encore la tolérance à l'ambiguïté impactent directement les dynamiques de négociations et de médiation. Comprendre ces profils offre un levier opérationnel précieux pour les collectivités territoriales décentralisées.

5. Philosophie et Ethique du développement local : quels apports aux Collectivités territoriales décentralisées ?

Face à la complexité des enjeux locaux, la philosophie et l'éthique offrent aux collectivités décentralisées des ressources importantes pour dépasser la simple logique gestionnaire et incarner une vision véritablement humaine du développement. En outillant la délibération publique par la critique argumentée et la recherche du consensus, elles transforment les conflits en opportunités de débat constructif.

6. Décentralisation et démocratie représentative

Interroger profondément le fonctionnement et la légitimité de la démocratie représentative. D'un côté, elle est présentée comme un vecteur de revitalisation et de modernisation de la vie politique en rapprochant le lieu de décision du citoyen, favorisant une représentation plus proche des réalités locales et une redevabilité plus directe des élus. De l'autre côté, ce transfert des compétences ne garantit pas mécaniquement une participation éclairée et peut même exacerber les inégalités territoriales ou faire émerger de nouvelles formes de clientélisme local.

7. Le pouvoir d'agir (*empowerment*) et l'identité locale à l'ère de la décentralisation

Examiner la décentralisation en transférant la responsabilité du développement vers l'échelle locale et influencer les dynamiques psychologiques collectives. A partir de cet axe, le succès de cette politique repose sur le sentiment d'efficacité collective et l'*empowerment* des citoyens, soit leur conviction d'être capable d'agir sur leur

environnement. Les humanités légitiment les savoirs locaux en fournissant des cadres de réflexion qui renforcent cette compétence perçue.

8. Les cadres de pensée et la capacité à habiter son territoire

Cet axe, ancré dans les approches cognitive et culturelle, s'intéresse aux ressources mentales et sensibles nécessaires pour appréhender et agir sur un territoire dans un contexte de décentralisation. Il met en lumière les rôles des Humanités dans le développement d'une pensée complexe et systémique, indispensable pour comprendre les interdépendances (sociales, économiques, environnementales) qui caractérisent un projet de développement local. Par ailleurs, en aiguisant notre perception et notre imagination, les Humanités nourrissent notre rapport sensible et symbolique. En forgeant des cadres de pensée et en enrichissant notre expérience vécue du territoire, les Humanités fournissent les outils psychologiques fondamentaux pour habiter l'espace local de manière responsable, créative et pleinement engagée.

Références bibliographiques

- Casanova-Robin, Hélène (2022). *Etudier les humanités aujourd'hui. Nouveaux enjeux, nouvelles méthodes*, Paris, Classiques Garnier.
- Essame, Isaac (2019). *Visage et usinage de la décentralisation au Cameroun. Systèmes et techniques d'administration locale*, Paris, Librairie Eyrolles.
- Grondin, Jean (2022). *L'esprit de l'éducation*, Paris, PUF.
- Kamga Zeye, Jacques (2023). « Le développement local et les collectivités territoriales dans le contexte de la décentralisation au Cameroun », Mémoire de Master en Sciences Politiques, Université de Yaoundé II.
- Nga, Marie-Madeleine (sous la coordination de) (2022). *Décentralisation et développement local au Cameroun. Une analyse de la contribution du PNDP*, Paris, L'Harmattan.
- Njoh-Mouelle, Ebenezer (1983). *Développer la richesse humaine, Yaoundé, Editions CLE*,
- Owona, Joseph (2011). *La décentralisation camerounaise*, Paris, L'Harmattan

Protocole de rédaction

- 1- Langue : Les résumés des communications peuvent être rédigés en français ou en anglais. Les productions se feront également en français ou en anglais.
- 2- Page de titre. Inscrire sur la première page, en haut, au centre, votre nom et votre adresse (y compris votre courriel) ; plus bas, le titre de la communication (gras, taille 14) suivi du résumé et des descripteurs (taille 12 et interligne 1, police Times New Roman).
- 3- Descripteurs. Identifier 5 descripteurs (ou mots-clés) qui situent le contenu (domaine géographique, sujet, auteurs, théorie, etc.).
- 4- Résumé. Le résumé ne doit pas excéder 15 lignes.

Modalités de soumission

Les résumés des propositions des chapitres de l'ouvrage, 300 mots maximum doivent :

- Comporter un titre ;
- Indiquer le nom du ou des auteurs et leur (s) institution (s) d'attache ;
- Indiquer l'axe de communication.

NB : Date limite d'envoi des résumés : 30 Janvier 2026

1. Chaque résumé sera soumis à deux experts, sous anonymat, et les rapports d'expertise envoyés à l'auteur.
2. Il pourrait être demandé à certains auteurs de procéder à la modification de leur texte. Dans ce cas, des délais leur seront impartis.
3. Les textes peuvent être envoyés en format Word et PDF aux adresses suivantes :
 - **Numéro Whatsapp +237 694 282 697;**
 - **E-mail: lelemaviemarthe@gmail.com**

Les textes définitifs seront envoyés au moment indiqué par la même voie.

4. Calendrier de soumission

- **10 Décembre 2025** : Diffusion de l'appel à contribution ;
- **30 Janvier 2026** : Date limite d'envoi des résumés ;
- **10 Février 2026** : Notification d'acceptation ;
- **10 Avril 2026** : Soumission des textes définitifs ;
- **30 septembre 2026** : Publication de l'ouvrage.

Direction de l'ouvrage

Pr Ranava Mbahbaï, Université de Garoua, Cameroun

Comité éditorial

Pr Ranava Mbahbaï, Université de Garoua, Cameroun

Dr Temwa Théodore, Université de Maroua, Cameroun

Dr Makouegha Fotsing Louvrance Michèle, Université de Garoua, Cameroun ;

Dr Lélé-Mavie Marthe, Université de Garoua, Cameroun ;

Dr Loumgué Appolinaire, Université de Garoua, Cameroun ;

Dr Daibe Jermias, Université de Garoua, Cameroun ;

Dr Daoka Abraham, Université de Garoua, Cameroun ;

M Bambe Richard, Université de Garoua, Cameroun.

Comité scientifique

Pr Ouba Abdoul Bagui, Université de Garoua ;

Pr Fogou Anatole, Université de Buea
Pr Tchimabi Pierre, Université de Maroua
Pr Teweche Abel, Université de Garoua ;
Pr Bouba Hammam, Université de Garoua ;
Pr Ranava Mbahbai, Université de Garoua ;
Pr Deuga Tcheugoué Wiliam, Université de Maroua ;
Pr Gwoda Adder Abel, Université de Maroua ;
Pr Yogno Tabeko Williams, Université de Dschang
Pr Tchouata Feudjo Charles, Université de Garoua ;
Pr Mbanmeyh Marie Madeleine, Université de Garoua ;
Pr Ndong Elias, Université de Garoua, Cameroun ;
Dr Warayansa Mawouni, Université de Garoua, Cameroun.